

Surprise au 2e tour des élections législatives en Lituanie où le Parti paysan et vert est arrivé en tête du scrutin

Le Parti paysan et vert (LVZS) s'est imposé lors du 2e tour des élections législatives lituaniennes le 23 octobre. Dirigé par Ramunas Karbauskis, il totalise désormais 56 sièges au Seimas, chambre unique du parlement. Il devance l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates (TS-LKD) de Gabrielus Landsbergis, qui possède 30 élus et le Parti social-démocrate (LSP), du Premier ministre sortant Algirdas Butkevicius, qui a obtenu 17 sièges.

Le Mouvement libéral (LRLS) a remporté 14 députés, l'Action électorale polonaise (LLRA), parti représentant la minorité polonaise de Lituanie dirigé par Waldemar Tomaszewski a remporté 8 élus comme Pour l'ordre et la justice (TT), parti populiste de droite dirigé par Rolandas Paksas.

La participation s'est élevée à 38%.

« Le résultat des élections législatives montre que les gens veulent voir des visages nouveaux. Ils ne sont pas satisfaits de la politique menée ces dernières années mais ce qu'ils souhaitent reste difficile à dire. Les candidats du Parti paysan et vert sont peu connus » a déclaré Ramunas Vilpisauskas, directeur de l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de Vilnius.

La personnalité de Saulius Skvernelis, l'une des personnalités les plus populaires de Lituanie, a beaucoup joué dans la victoire du Parti paysan et vert. Agé de 45 ans et originaire de la deuxième ville de Lituanie, Kaunas, Saulius Skvernelis est un novice en politique. Ancien chef de la police nationale, il est devenu ministre de l'Intérieur en 2014. A ce poste, il a acquis l'image d'un homme intègre, très actif dans la lutte contre la corruption. Le 23 mars dernier, il a rejoint le Parti paysan et vert (il a été remplacé à son poste de ministre de l'Intérieur le 13 avril par l'indépendant Tomas Zilinskas).

Le Parti paysan et vert a promis une hausse de la croissance économique et des salaires pour permettre de stopper l'émigration de nombreux Lituaniens, thème qui a figuré au cœur des débats de la campagne électorale. La population de la République balte a baissé de 600 000 personnes au cours des

quinze dernières années et s'élève à 2,9 millions. De nombreux Lituaniens, notamment parmi les plus jeunes, partent en effet à l'étranger dans l'espoir de percevoir une rémunération plus élevée. Le salaire brut moyen, qui s'établit à 712 € (2015) dans le pays, est l'un des plus faibles de l'Union européenne. Le Parti paysan et vert a également pour projet de modifier le code du travail adopté il y a quelques mois, de réduire le nombre de ministères et de créer un monopole d'Etat pour la distribution d'alcool.

Le parti du Premier ministre sortant Algirdas Butkevicius, qui avait promis de nouvelles hausses du salaire minimum et des rémunérations des fonctionnaires, a été sanctionné par des électeurs insatisfaits de leurs conditions de vie (l'emploi et les salaires ont été les deux motivations de vote les plus importantes selon les enquêtes d'opinion). Les sociaux-démocrates ont également payé leur vote d'un nouveau code du travail (rendant l'emploi plus flexible) et leur implication, au début de cette année, dans un scandale de corruption concernant des constructions dans des zones protégées situées près de Druskininkai.

Le Parti paysan et vert ne pourra toutefois gouverner seul. « Je suis prêt à parler avec les conservateurs et avec les sociaux-démocrates » a déclaré

Saulius Skvernelis, qui a également affirmé qu'il souhaitait former un gouvernement « *responsable et rationnel* ». La formation de la future équipe dirigeante gouvernementale pourrait cependant se révéler complexe, l'identité politique du Parti paysan et vert étant elle-même ambiguë et l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates, pressentie pour entrer au gouvernement, ayant peu l'habitude d'occuper la place de numéro deux. « *Une coalition*

sera formée, nous choisirons les gens qui veulent mettre en œuvre les changements » a indiqué Saulius Skvernelis. Le dirigeant du parti, Ramunas Karbaukis, ne devrait pas occuper de responsabilité gouvernementale.

En savoir plus : <http://www.vrk.lt/2016-seimo/rezultatai?srcUrl=/rinkimai/102/2/1306/rezultatai/lt/rezultataiVienm.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.